



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/RES/53/96  
20 janvier 1999

---

Cinquante-troisième session  
Point 146 de l'ordre du jour

### RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Sixième Commission (A/53/627)]

#### **53/96. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 32/44 du 8 décembre 1977, 34/51 du 23 novembre 1979, 37/116 du 16 décembre 1982, 39/77 du 13 décembre 1984, 41/72 du 3 décembre 1986, 43/161 du 9 décembre 1988, 45/38 du 28 novembre 1990, 47/30 du 25 novembre 1992, 49/48 du 9 décembre 1994 et 51/155 du 16 décembre 1996,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>1</sup> sur l'état des Protocoles additionnels<sup>2</sup> aux Conventions de Genève de 1949<sup>3</sup> relatifs à la protection des victimes des conflits armés,

*Convaincue* de la pérennité des règles humanitaires établies concernant les conflits armés et de la nécessité de respecter et de faire respecter ces règles dans toutes les circonstances entrant dans le champ des instruments internationaux pertinents, en attendant qu'il soit mis fin à ces conflits le plus rapidement possible,

---

<sup>1</sup> A/53/287.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n<sup>os</sup> 17512 et 17513.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 75, n<sup>os</sup> 970 à 973.

*Soulignant* qu'en cas de conflit armé, il peut être fait appel à la Commission internationale d'établissement des faits en application de l'article 90 du Protocole I, et rappelant que, s'il y a lieu, la Commission peut faciliter, en prêtant ses bons offices, le retour à l'observation des dispositions des Conventions et du Protocole,

*Soulignant également* qu'il importe, pour le renforcer, que le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire soit universellement accepté, et qu'il doit être largement diffusé et pleinement appliqué au niveau national,

*Consciente* du rôle que joue le Comité international de la Croix-Rouge en offrant une protection aux victimes des conflits armés,

*Notant avec satisfaction* les efforts constants que le Comité international de la Croix-Rouge déploie pour promouvoir le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels, et diffuser des renseignements à leur sujet,

*Notant* que la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a fait siennes les recommandations du Groupe intergouvernemental d'experts pour la protection des victimes de la guerre tendant notamment à ce que le dépositaire des Conventions de Genève de 1949 organise des réunions périodiques des États parties aux Conventions en vue d'examiner les problèmes d'ordre général touchant l'application du droit international humanitaire,

*Prenant note* du fait que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, adopté le 17 juillet 1998<sup>4</sup>, couvre les crimes ayant une portée internationale des plus graves au regard du droit international humanitaire, et que tout en rappelant qu'il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de tels crimes, le Statut manifeste la détermination de la communauté internationale à mettre un terme à l'impunité des responsables et à concourir ainsi à la prévention de tels crimes,

*Prenant acte* du rapport analytique du Secrétaire général sur les normes humanitaires minimales<sup>5</sup> qui a été présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session,

*Notant* que le droit international humanitaire aura été un thème-phare de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, qui s'achèvera en 1999, cinquante ans après l'adoption des Conventions de Genève, et que l'importance de ce corps de règles sera mise en lumière lors de la célébration en 1999, à La Haye et à Saint-Petersbourg, du centenaire de la première Conférence internationale de la paix,

1. *Se félicite* de l'acceptation quasi universelle des Conventions de Genève de 1949<sup>3</sup>, et note qu'une tendance analogue se dégage en ce qui concerne l'acceptation des deux Protocoles additionnels de 1977<sup>2</sup>;

2. *Engage* tous les États parties aux Conventions de Genève de 1949 qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties aux Protocoles additionnels à une date aussi rapprochée que possible;

---

<sup>4</sup> A/CONF.183/9.

<sup>5</sup> E/CN.4/1998/87 et Add.1.

3. *Demande* à tous les États qui sont déjà parties au Protocole I, ou à ceux qui n'y sont pas parties, lorsqu'ils s'y porteront parties, de faire la déclaration prévue à l'article 90 du Protocole;
4. *Invite* tous les États parties aux Protocoles additionnels à faire en sorte que ceux-ci soient largement diffusés et pleinement appliqués;
5. *Affirme* la nécessité d'une application plus effective du droit international humanitaire;
6. *Prend note avec satisfaction* des activités des services consultatifs du Comité international de la Croix-Rouge qui viennent appuyer les efforts entrepris par les États Membres pour adopter des mesures législatives et administratives en vue d'appliquer le droit international humanitaire et qui facilitent l'échange d'informations entre les gouvernements à cet égard;
7. *Se félicite* de la tenue en janvier 1998 de la première réunion périodique sur l'application du droit international humanitaire;
8. *Note* qu'a eu lieu en octobre 1998 la réunion d'experts sur les problèmes d'ordre général touchant l'application de la quatrième Convention de Genève<sup>6</sup>;
9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport établi à partir des renseignements reçus des États Membres et du Comité international de la Croix-Rouge, sur l'état des Protocoles additionnels et sur les mesures prises en vue de renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire, notamment pour en assurer la diffusion et la pleine application au niveau national;
10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés».

83<sup>e</sup> séance plénière  
8 décembre 1998

---

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.